

# Table ronde ministérielle

6 octobre 2021, 14h00–15h30



## Augmenter le financement du développement



### Description

Avant même la crise déclenchée par la maladie COVID-19, les pays en développement étaient nombreux à rencontrer des difficultés lorsqu'il s'agissait de financer les investissements nécessaires à l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Agenda 2030). Sous l'effet de la récession économique, leur dette, dont une part importante a été contractée à la suite de la crise financière mondiale, a encore gonflé. De plus, nombre de ces titres arriveront à échéance au cours de la prochaine décennie. Dans ce contexte, il en est résulté, pour beaucoup de ces pays, une compression des recettes budgétaires, qui risque de compromettre purement et simplement la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

La situation actuelle s'explique en partie par la lenteur et l'hétérogénéité de la reprise économique après la crise financière mondiale, mais elle est aussi le résultat de décennies de programmes d'ajustement malencontreux, de libéralisation prématurée des mouvements de capitaux et de manque de financement multilatéral à des conditions favorables, qui ont empêché la mobilisation d'un financement à long terme en faveur du développement. Dans ce contexte, la dette totale des pays en développement – soit leurs dettes publique, privée, domestique ou extérieure – a augmenté au point de représenter 193 % de leur PIB global en 2018, sans guère contribuer à l'investissement dans l'appareil productif ni à la transformation structurelle de l'économie.

Pour atteindre les objectifs de développement durable, notamment ceux qui supposent un investissement public important, il est essentiel de coordonner les mesures internationales d'appui et de prendre des dispositions propres à développer les sources fiables de financement public, y compris au moyen d'emprunts, ainsi que de faire en sorte que ce financement soit affecté à des projets de développement à long terme.

La table ronde organisée par la CNUCED permettra à des décideurs et des experts de premier plan de partager leurs connaissances empiriques, de faire le point sur les derniers progrès réalisés et de débattre davantage des moyens pratiques de promouvoir le financement international à long terme et de contribuer à l'efficacité, à la transparence et à l'équité des opérations de restructuration et d'allègement de la dette, et de résolution des crises de la dette, sans lesquels l'Agenda 2030 ne pourra pas être mené à bien.



### Questions clés

1. **Financement du développement.** Quelle est la situation actuelle ? Quels sont les problèmes les plus urgents, compte tenu de l'endettement des pays en développement, en particulier des petits États insulaires en développement ?
2. **Dettes souveraines.** Quels sont les avantages et les inconvénients des arrangements existants en matière de financement, d'allégement et de restructuration des dettes souveraines ? Comment mobiliser les contributions à la mise en place d'un cadre multilatéral – mondial, inclusif et axé sur le consensus – pour le traitement et la restructuration de la dette ?
3. **Architecture économique mondiale.** Les institutions chargées de la gouvernance économique mondiale peuvent-elles être réformées de manière à viser au partage des responsabilités et à la mise en commun des solutions ? Ou doivent-elles être repensées entièrement ? Quelles autres institutions seraient nécessaires ? Quelles sont les premières mesures à prendre pour modifier l'architecture internationale du financement et de la dette ?

### Participants

On trouvera la liste actualisée des participants dans la version anglaise du présent document.

### Contacts

**M. Igor Paunovic**  
Chef du Cabinet du Directeur  
Division de la mondialisation et des stratégies de développement  
CNUCED  
Tél : +41 22 917 59 02  
Courriel : igor.paunovic@un.org